

Grand Paris Sud-Est Avenir veut construire l'après, vraiment !

La démarche mérite d'être saluée : dès le premier confinement, Fabien Tastet, directeur général des services (DGS) de l'établissement public, a invité « ses » 1 130 agents à se pencher sur l'avenir du territoire pour participer à l'administration du territoire sur le mandat 2020-2026. Une dynamique participative très concrète, sans cabinet extérieur, dont il est sorti 114 mesures. Un projet récompensé par le trophée d'or de l'innovation participative.

Par **Stéphane Menu**, journaliste

Souvenez-vous... C'était une urgence, une nécessité impérieuse, on allait voir ce que l'on allait voir : un monde d'après, tournant résolument le dos à celui qui nous avait plantés là, au cœur de cette crise sanitaire, vécue par les citoyens, les élus, les entreprises ou encore les acteurs publics comme l'ultime épreuve cathartique avant le grand déluge cataclysmique promis par le dérèglement climatique. Comme souvent, les grands principes se sont épuisés sous le harnais de la surexposition médiatique et quelques semaines après sa naissance, l'expression « monde d'après » paraissait déjà vieillotte. Sauf à Grand Paris Sud-Est Avenir (GPSEA), et sans doute ailleurs, où la démarche a été menée à son terme. Sous la férule de Fabien Tastet, son directeur général des services (DGS), l'opération « Imaginons l'après » a consacré le droit de chacun des 1 130 agents de faire des propositions pour l'avenir de la collectivité et ainsi co-construire le projet d'administration. Une démarche ambitieuse, saluée par le trophée d'or de l'innovation participative.

114 mesures réalisables, à évaluer ou infaisables !

Lancée dès le premier confinement, en avril 2020, elle visait à tirer les enseignements de la crise du covid-19 et d'associer les agents à l'élaboration des orientations de la nouvelle mandature. « Elle s'inscrit dans la continuité du management participatif adopté par GPSEA depuis sa création en 2016 et

en synergie avec les outils de prospective du territoire, dont le conseil prospectif interne. Une plateforme participative, des boîtes à idées papier sur les sites de travail et des temps collectifs aux formats diversifiés (ateliers d'idéation, conversations guidées, visio-séminaires de cadres, rencontres sur le terrain, etc.) ont permis aux agents d'exprimer des retours d'expérience sur la période traversée et de formuler plus de 1 076 propositions », écrit l'établissement public dans un communiqué. Les propositions ont porté sur l'amélioration de l'offre de services et du fonctionnement de la collectivité et ont toutes été recensées dans un recueil librement consultable. Après un travail d'analyse et de synthèse, la direction générale a apporté une réponse à chacune des propositions et s'en est inspirée pour acter et annoncer une série de 114 mesures qui forment le socle de la construction de l'après, puisqu'après l'avoir imaginé, il s'agit maintenant de lui conférer visibilité.

Travail de fourni en interne

« 200 agents ont pris part à la démarche, sur les 1 130 de GPSEA, assure Yohann Zermati, directeur-adjoint de l'observatoire de GPSEA, chef de projet d'Imaginons l'après. Certes, les contraintes sanitaires n'ont pas facilité sa mise en œuvre. Mais nous avons profité de certains événements, comme l'assemblée générale annuelle de la propreté urbaine, pour sonder en direct les agents. Des petits



200 agents ont pris part à la démarche, sur les 1 130 de GPSEA, assure Yohann Zermati, directeur-adjoint de l'observatoire de GPSEA, chef de projet d'Imaginons l'après.

ateliers ont vu le jour, nous sommes allés directement au-devant des agents pour récupérer leurs avis. Ce travail de fourmi a été fait en interne, mené par une petite équipe, poursuit-il. Le DG s'était engagé à ce que chaque proposition fasse l'objet d'une réponse. Engagement tenu. 1 076 propositions ont été émises, elles ont donné naissance à 114 mesures. Dans un souci de transparence, nous avons clairement indiqué que la moitié d'entre elles étaient soit irréalisables, soit méritaient des évaluations ou des études plus approfondies avant de déboucher sur des démarches concrètes, affirme Yohann Zermati. »

Une envie d'engagement à valoriser

Dans le fourre-tout des propositions, certaines demandes étaient individualisées, comme le souhait de décrocher un emploi de plus dans tel service ou de gagner mieux sa vie. « Sur ces points, nous avons pu apporter des réponses directes. » D'autres agents ont avancé l'idée d'encourager la mise en place d'un

forfait mobilité durable, en lien avec une sensibilisation sur la pratique du vélo en interne. Un autre agent a suggéré la mise en place d'un baromètre de satisfaction de l'action publique menée par GPSEA. « La démarche était déconnectée du politique. Le nouvel exécutif a été installé à la mi-juillet 2020. La démarche était déjà sur les rails. Il nous reste maintenant à voir comment les élus vont s'en emparer et comment ce projet d'administration viendra prolonger ou compléter l'action politique. Par exemple, une des mesures affirme l'ambition que les actions du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) soient menées à leur terme. C'est aussi une manière pour les agents de dire aux élus, nous nous engageons, nous le faisons avec enthousiasme, pour le bien être de nos territoires, ne laissez pas ce travail sans lendemain. Ça marque clairement un engagement du personnel, qui ne se contente pas seulement de mettre en musique les décisions prises par les élus mais se responsabilise en les portant, conclut Yohann Zermati. » ■

GPSEA, un territoire regroupant 16 communes du Val-de-Marne

Le GPSEA s'étire des portes de Paris jusqu'à l'arc boisé du sud-est francilien et au début du plateau agricole de la Brie. Il représente 318 284 habitants (Insee, 2018), répartis sur 100 km². Les 16 communes sont : Alfortville, Boissy-Saint-Léger, Bonneuil-sur-Marne, Chennevières-sur-Marne, Créteil, La Queue-en-Brie, Le Plessis-Tréville, Limeil-Brévannes, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie, Noisieu, Ormesson-sur-Marne, Périgny, Santeny, Sucy-en-Brie et Villecresnes.